



Décision n° CODEP-MRS-2021-005184 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 8 février 2021 autorisant le CEA à modifier de manière notable les modalités d’exploitation autorisées de l’installation nucléaire de base no 148, dénommée Atalante

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 19 juillet 1989 autorisant le Commissariat à l’énergie atomique à créer une installation nucléaire de base, dénommée ATALANTE, sur le centre d’études nucléaires de la vallée du Rhône, au lieu-dit de Marcoule, commune de Chusclan (Gard) ;

Vu le décret n° 99-627 du 22 juillet 1999 modifiant le décret du 19 juillet 1989 autorisant le Commissariat à l’énergie atomique à créer une installation nucléaire de base, dénommée ATALANTE, sur le centre d’études nucléaires de la vallée du Rhône, au lieu-dit de Marcoule, commune de Chusclan (Gard) ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier CEA/DG/CEAMAR/DIR/CSNSQ DO 813 du 16/12/2020 ;

Considérant que, par courrier du 16 décembre 2020 susvisé l’exploitant a déposé une demande d’autorisation de prolonger la durée d’utilisation de trois sources radioactives scellées nécessaires au fonctionnement d’ATALANTE,

Décide :

Article 1^{er}

Le CEA est autorisé à modifier les modalités d’exploitation autorisées de l’installation nucléaire de base n° 148 dans les conditions prévues par sa demande du 16 décembre 2020 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Marseille, le 8 février 2021.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
le chef de la division de Marseille**

Signé par,

Bastien LAURAS